Contribution du Conseil Métropolitain des jeunes au grand débat national

_____

Débat organisé le 7 février 2019

Métropole de Lyon

GRANDLYON
la métropole

Monsieur le Président de la République,

C’est avec beaucoup d’enthousiasme, de fierté et de convictions que nous vous écrivons aujourd'hui en qualité d’élus du Conseil métropolitain des jeunes de la Métropole de Lyon.

Nous sommes 36 collégiens issus de collèges de la ville de Lyon, mais aussi de communes plus éloignées, d'établissements privés comme de collèges publics, certains en réseau prioritaires, d'autres non.

Nous avons commencé notre mandat d'élus en début de 4ème pour réfléchir et travailler sur des thématiques que nous avons choisi comme le harcèlement scolaire, l'égalité entre filles et garçons, et envisager les contours d'un collège du futur, innovant et adapté à nos besoins de collégiens du 21ème siècle.

Aujourd'hui, sur l'initiative du Président de la Métropole de Lyon, Monsieur David KIMELFELD, nous nous sommes réunis pour vous faire part de notre vision de la France que l’on souhaite, de la France que l’on espère.

Après avoir débattu de façon très large sur notre pays et notre société, nous nous sommes répartis en quatre groupes, pour échanger plus spécifiquement sur la citoyenneté, la solidarité, la transition énergétique et l'éducation.

De ces débats riches et intenses, nous avons sélectionné les propositions qui nous tiennent le plus à cœur, en privilégiant naturellement le domaine de l'éducation, des apprentissages et des savoirs, qui nous touchent quotidiennement et directement.

La citoyenneté

Nous voudrions généraliser l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes, qu'elle devienne systématique et qu'à travail égal corresponde enfin un salaire égal.

Sur le même registre, nous voudrions également instaurer une parité exemplaire pour nos élus. Quelle que soit la fonction, ou la durée du mandat, qu'il y ait autant d'hommes que de femmes au sein de nos institutions.

Nous souhaiterions que le vote blanc, de plus en plus répandu, soit considéré comme un vote exprimé et que le référendum soit institué, ce qui motiverait à notre sens le vote sur des questions concrètes et réconcilierait, peut-être, le citoyen avec les urnes.

Le mandat présidentiel nous semble trop court : les citoyens sont lassés de devoir aller voter aussi fréquemment. De plus, avec une rotation tous les cinq ans, on est à peu près sûr que ce sont les mêmes candidats qui vont se représenter. Nous prônons un retour au septennat.

En matière de sécurité, nous pensons qu'il faut impérativement accroître la surveillance des réseaux sociaux, y traquer les dérives d'ordre racial, sexuel ou religieux, mais aussi s'appuyer sur eux pour parfois y trouver des preuves qui éviteraient des bavures policières regrettables.

Il faudrait également plus de policiers dans les rues pour surveiller le respect du code de la route et des deux roues, et faire en sorte que les passants soient protégés des agressions et des comportements suspects.

Nous voudrions également que la sécurité soit renforcée dans les transports en commun.

Les valeurs citoyennes et républicaines peuvent s'apprendre de multiples façons mais nous pensons qu'elles peuvent aussi être inculquées dès le plus jeune âge : à la maternelle faire des puzzles sur la vie à la ferme, c'est bien, mais pourquoi pas un puzzle sur la laïcité ?

Devenir citoyen français lorsqu'on est d'origine étrangère, est souvent trop compliqué : nous proposons la possibilité de devenir citoyen français après deux ans de travail sur le territoire, à la condition d'une bonne maîtrise de la langue française et du paiement de ses impôts en France.

D'une façon générale, nous pensons que le citoyen français aujourd'hui ne se sent pas assez écouté et entendu et qu'il faut réinstaurer de la proximité entre les élus et le peuple.

Pour les jeunes que nous sommes, il faudrait instaurer un moyen de communication simple et clair entre les personnalités politiques et nous, via une chaîne Youtube.

Pour conclure sur la dimension citoyenne, nous voudrions rendre le Grand débat national plus récurrent et l'adapter à l'échelle locale, entre les élus et leurs administrés et ainsi renforcer la proximité du peuple et de ses représentants.

Sur la solidarité

On a tous un SDF en bas de chez nous. Et on en veut plus ! Il faut davantage d'aides pour les gens qui dorment dans la rue.

Nous avons un exemple concret d'aide facile à réaliser : À Vaulx-en-Velin, une école lorsqu'elle ferme ses portes aux élèves le soir, les ouvre aux personnes restant seules, à la rue.

On y installe des couchettes, on donne à manger, à des bébés, à des enfants, de 6 mois à 10 ans. Et lorsqu'on leur pose la question : "elle est où est ta maison ?" Ils répondent : "Elle est à l'école". Belle idée, non ? … mais temporaire bien sûr !

Il faudrait réfléchir à la reconversion de bâtiments et locaux vides, notamment les bureaux et comment les transformer en espaces d'éducation et/ou de logements sociaux.

On doit également être plus solidaires avec les personnes en situation de handicap. Et notamment davantage soutenir les familles avec un enfant handicapé. Les aides sont souvent trop faibles pour des parents qui ne peuvent parfois plus travailler pour s'occuper de leur enfant, ou pour se procurer des équipements adaptés, souvent très onéreux.

Il faudrait aussi accorder à toutes les personnes qui souffrent de déficience visuelle, qu'elles puissent avoir leur chien partout avec elles dans les magasins, mais aussi dans les transports en commun.

Nous pensons aux personnes retraitées qui devraient avoir un niveau de vie plus correct que celui qu'elles ont en général actuellement.

Nous considérons également qu'une attention toute particulière devrait être apportée aux étudiants les plus démunis et défavorisés, obligés de payer un loyer car étudiant loin de chez eux.

Enfin, à propos des migrants. Nous sommes tous tombés d'accord sur ce sujet qui nous tient à cœur : il faudrait instituer une capacité d'accueil pour chaque pays européen et une prise en charge partagée et équitable entre tous. Pour que chaque migrant qui quitte une situation très précaire dans son pays, due à la guerre, à la famine, ou à encore à des conditions météorologiques, ne retrouve pas la même chose en arrivant en France ou ailleurs.

Nous avons également eu une idée concrète : permettre à tous les collégiens et lycéens qui le souhaitent, de « bénéficier » de 3 jours sur le temps scolaire et de « donner » 3 jours sur le temps des vacances pour aider une association d'intérêt public et solidaire. Cela favoriserait les échanges, permettrait aux jeunes de connaître le tissu associatif et de s'ouvrir aux autres. Il est dommage, qu'à l'heure actuelle, les associations ne soient ouvertes qu'aux seules personnes majeures.

Sur la transition énergétique

Nous savons tous que la planète est en danger et qu'il est plus qu'urgent d'agir. Pour cela nous avons plusieurs idées qu'il nous semble assez simple à mettre en place.

Nous avons pratiquement tous vu le documentaire DEMAIN qui expose les problématiques environnementales et propose des réponses et des solutions via des témoignages. Il nous a beaucoup touchés. Nous pensons que le diffuser dans l'ensemble des collèges, permettrait aux élèves de prendre conscience de manière concrète des défis à relever et comment s'y prendre.

De la même façon, nous pensons que la publicité dont le seul but est de pousser à la consommation, pourrait avoir un rôle tout à fait utile d'information et de promotion des éco gestes.

Dans le même esprit d'accompagnement, nous pensons qu'il faut enseigner les bons réflexes, comme le tri sélectif, dès le plus jeune âge pour que cela devienne totalement automatique.

Nous voudrions également que les produits bios soient détaxés pour les rendre accessibles à tous, et ainsi privilégier les circuits courts, les producteurs locaux et favoriser une alimentation plus saine.

De même, il nous paraît essentiel de sensibiliser davantage la population, sur les dangers de la surconsommation et l'intérêt de recycler.

Concernant les transports, qui ont un poids énorme dans la pollution et la dégradation de la qualité de l'air, nous voudrions que soient, là encore, supprimées les inégalités, et revoir la fiscalité des carburants ainsi que la tarification des transports en commun.

L'idée serait de rendre les transports gratuits pour tous les étudiants et de baisser la tarification pour les adultes, les incitant ainsi à abandonner le "tout-voiture".

Il faut, bien sûr, poursuivre les recherches en matière d'énergies renouvelables et donner tous les moyens aux chercheurs pour trouver de nouvelles solutions. Les panneaux solaires par exemple, sont composés d'alliages faits de métaux lourds, qui ne peuvent être recyclés. Il faut rapidement rendre les panneaux solaires, plus efficaces, moins coûteux et complètement propres.

Pour avoir une meilleure qualité de l'air, multiplions les espaces verts en ville et favorisons les circuits courts !

Sur l'éducation

L'éducation, c'est notre quotidien ! Chaque jour, nous allons au collège.

Au Conseil métropolitain des jeunes, nous travaillons au collège de demain. Nous réfléchissons à des méthodes pédagogiques innovantes, à des rythmes scolaires mieux adaptés et aux conditions d'une orientation scolaire et professionnelle réussie.

Alors, oui, nous avons ides pour changer les choses dans le bon sens !

Nous voudrions être mieux compris par les professeurs. Pour nous, c'est un des points de dysfonctionnement cruciaux de notre système éducatif.

Trop souvent, nous nous sentons rabaissés, méprisés, peu écoutés. L'enseignement se fait verticalement, sans aucun échange.

Aujourd'hui, nous avons un enseignement trop uniforme et indistinct alors que les élèves ont des capacités, des défauts et des qualités qui leur sont propres.

Si un médecin donnait le même médicament à tous ses patients, vous imaginez la catastrophe ? Tout le monde tomberait malade, ou personne ne serait guéri. C'est cette vision là, que nous avons aujourd'hui de l'école.

Pour aider à changer les choses, nous pensons à des conseils indépendants d'élèves élus au sein de leur établissement. Ce seraient des conseils de vigilance, de surveillance, ayant le pouvoir d'alerte en cas de comportements ou d'attitudes inappropriés d'un professeur. Il faudrait bien sûr, que ce conseil soit consulté, entendu et écouté.

Nous pensons également à des temps de paroles et d'échanges entre professeurs et élèves, une fois par trimestre, par exemple. Et que ces temps, permettent à l'élève de "nourrir" le professeur. Ces temps permettraient de restaurer la confiance et la compréhension mutuelle entre les élèves et leurs professeurs.

Nous pensons que les professeurs devraient suivre des formations "psychologiques" pour mieux comprendre leurs élèves et notamment les cas particuliers de précocité, de DYS, de harcèlement, de racisme ...

Nous déplorons par ailleurs que le harcèlement scolaire ne soit pas assez pris au sérieux car il s'agit d'un véritable fléau qu'il faut dénoncer et combattre.

Autre gros point noir, selon nous : le système d'évaluation.

On a le sentiment que l'école est là pour nous noter et que les notes sont un outil de comparaison et non pas de valorisation.

Aujourd'hui, on nous oblige à avaler des pages et des pages que l'on doit apprendre par cœur. On nous gave. Et toute cette nourriture qu'on va digérer, on va ensuite la régurgiter lors d'évaluations, pour tout oublier trois semaines plus tard.

Nous, on ne considère pas ça comme de l'éducation, mais comme de la boulimie !

L'évaluation devrait être revue pour ne pas être subie comme elle l'est aujourd'hui.

Autre réforme à réaliser : celle des rythmes scolaires.

Les journées sont trop lourdes, trop longues, souvent déséquilibrées. Il y a trop de devoirs. Il faudrait privilégier les cours théoriques le matin (où l'esprit est plus éveillé), et des activités culturelles, artistiques ou sportives l'après-midi.

Avoir moins de temps de pause pour le déjeuner et moins de vacances l'été, pour commencer plus tard le matin et partir plus tôt l'après-midi.

Nous voudrions que l'apprentissage des langues soit valorisé. Connaître et pratiquer une langue étrangère - et notamment l'anglais, mais pas que - est essentiel pour notre avenir mais aussi pour les échanges culturels que cela implique. C'est une véritable ouverture sur le monde.

Enfin, nous déplorons les inégalités qui existent entre les établissements et notamment les établissements publics et privés, avec "l'étiquette" que nous laisse l'appartenance à l'un ou à l'autre.

Cette différence imposée dès le plus jeune âge nous conforte dans un sentiment d'infériorité qui nous empêche parfois de réaliser nos ambitions, de viser des écoles qui nous semblent de fait, inaccessibles lorsqu'on sort d'un collège dit "défavorisé".

Pour rétablir l'égalité, nous pensons que l'obtention des bourses ne devrait pas dépendre uniquement du revenu du parent ce qui est bien souvent arbitraire puisque cela ne prend pas en compte le mérite et la qualité du travail de l'élève. Il faudrait réfléchir à de nouveaux critères, moins sélectifs et discriminants.

Monsieur le Président de la République, nous sommes sûrs que vous aurez lu avec beaucoup d'attention cette lettre pleine de réalisme et d'espoir. Mais nous espérons surtout que vous tiendrez compte de nos attentes et que vous engagerez les réformes nécessaires à l'épanouissement des jeunes.

Merci Monsieur le Président de la République.

Les élus du Conseil métropolitain

des jeunes de la Métropole de Lyon